Action pour le Bien-être Communautaire

F.92/27074 ; N° impôt : A1800494H.

« Homo homini sacra res, Facta non verba »

RAPPORT FINAL DE L'ÉVALUATION RAPIDE ET MULTISECTORIELLE

Province du Nord-Kivu, Territoire de Walikale, Groupements Ihana,
 Axe : Kibua-Luvungi, en zone de santé de Kibua, aire de santé de Luvungi
 Période (Date) de l'évaluation : du 26 février au 1^{er} Mars 2021

Date du rapport : Le 26 Mars 2021.

Pour plus d'informations

NSASE Deo : deo.nsase@abcom-rdc.org; LILENGA KAPUKU Papy : ; FAZILI Morgan et LUENDO Faustin

1. Aperçu de la situation

1.1 Description de la crise

Nature de la crise :	<ul style="list-style-type: none"> Mouvements des populations Affrontements et/ou attaques armés 		
Date du début de la crise :	Février 2021	Date de confirmation de l'alerte :	12/02/2021

Code EH-tools	3815
Si conflit :	
Description du conflit	<p>Depuis la scission du groupe armé NDC-R de Guidon en deux fractions notamment le NDC-R aile Guidon et celui commandé par BWIRA allié aux FARDC, le secteur de WANIANGA en territoire de Walikale notamment les groupements Luberike, Ihana et Kisimba ont été le théâtre des violents affrontements entre ces groupes armés antagonistes dont les mobiles seraient la conquête des espaces et le contrôle des ressources naturelles. En date du 24 et 31 janvier 2021, furent ainsi rapportés des affrontements à IRAMESO et IRUMBA qui ont occasionné le déplacement des populations vers les villages de Luvungi et ses environs. Ces déplacements avaient pris de l'ampleur à partir du 6 février 2021 à la suite des rumeurs qui faisait état d'une probable attaque que préparait le NDC-R de Guidon contre les FARDC coalisés aux miliciens de BWIRA positionnés à la carrière minière MATUNGU. Dans ces mêmes circonstances un groupe des miliciens de Guidon s'étaient rendus à la carrière Mpama où ils ont brutalement déguerpi tous les creuseurs artisanaux les contraignant de se déplacer vers les villages sus évoqués. Partant des échanges avec les informateurs clés, leaders communautaires et des discussions faites durant les focus group, il y a lieu d'affirmer la présence de 438 ménages déplacés soit 2682 personnes dans certains villages du groupement Ihana répartis comme suit. 215 à Luvungi, 80 à Binyampuri, 70 à Tweno et 73 à Kembe.</p> <p>Selon les chiffres nous fournis par le président des déplacés de Kibua, ces ménages viennent s'ajouter aux autres ménages déplacés présents dans la zone de santé de Kibua notamment 2886 ménages sur l'axe Kashebere-Kibua-Luvungi et 4088 sur l'axe Kibua-Roba-Misao issus des vagues de juillet 2020 sur lesquelles a porté la mission de l'inter cluster et dont le déplacement se poursuivait suite à l'instabilité de la zone consécutive à l'activisme des groupes armés. Parmi eux 254 ménages ont été assistés par le CICR en janvier 2021 en AME par modalité cash. ABCom a commencé d'assister 2415 ménages sur l'axe Kashebere-Kibua_Luvungi en sécurité alimentaire à travers la distribution directe des intrants agricoles et outils aratoires ainsi qu'en vivres via les foires alimentaires. Depuis leur arrivée, ils n'ont reçu aucune assistance. Leur présence vient ainsi exacerber la vulnérabilité des familles d'accueil. Ces populations éprouvent des besoins prioritaires en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance 2. Santé et accès aux abris 3. Eau, hygiène et assainissement.
Si mouvement de population, ampleur du mouvement : Des Populations venant des carrières Mpama, Matungu, Mundjuli, des villages Irameso, Irumba, Mironge, Kingwe en groupement Utunda s'étaient déplacés vers les villages de Luvungi, kembe, Binyampuri, Tweno en groupement Ihana, aire de santé de Lubonga.	

	Avant la crise		Après la crise	
	Ménages	Personnes	Ménages	Personnes
Population locale	654	5188		
Nombre des déplacés			438	2628
Nombre des retournés	//////////	//////////	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX
% des [catégories pertinentes] par rapport à la population locale	(il s'agit de la pression que l'ensemble des populations déplacées et retournées exercent sur l'ensemble des résidents/familles d'accueil)			

Différentes vagues de déplacements			
Villages	Effectifs	Provenance	Cause
LUVUNGI	215	Irameso, Irumba, Mundjuli, Mpama, Matungu, Mironge, Kingwe, Beteli	Rumeurs et affrontement entre le NDC-R de Guidon contre le NDC-R de BWIRA et les FARDC
BINYAMPURI	80	Irameso, Irumba, Mundjuli, Mpama, Matungu, Mironge, Kingwe, Beteli	Rumeurs et affrontement entre le NDC-R de Guidon contre le NDC-R de BWIRA et les FARDC
TWENO	70	Irameso, Irumba, Mundjuli, Mpama, Matungu, Mironge, Kingwe, Beteli	Rumeurs et affrontement entre le NDC-R de Guidon contre le NDC-R de BWIRA et les FARDC
KEMBE	73	Irameso, Irumba, Mundjuli, Mpama, Matungu, Mironge, Kingwe, Beteli	Rumeurs et affrontement et rumeur entre le NDC-R de Guidon contre le NDC-R de BWIRA et les FARDC

Sources : autorités locales, comité de déplacés et retournés etc

Les causes de différentes crises enregistrées dans la zone.

Commentaires : 100% des populations avec lesquelles nous avons échangé confirment que les affrontements et les rumeurs d'affrontements entre ces groupes armés dont l'un est coalisé aux FARDC constituent le faits déclencheurs de ces mouvements des populations.

REFERENCE POUR LES SOURCES D'INFORMATIONS

N°	NOM ET POST NOM	FONCTION	N° TELEPHONE
1	Mr. BAENI MISHIKI	IT/Centre de santé de Luvungi	+243825299588
2	KASIWA MISINGI Billy	Président déplacés de Kibua	+243815705730
3	IRUMBO MUTABIRWA	Chef de localité	+243827125960
4	MUKEMA MANENO	Chef de quartier Brazza	+243818850175
5	MADAWA BWIRA	Présidente des femmes de Luvungi	+243827125960
6	KINANI ELHTHEUR	Président société civile	+24385411650

Date d'arrivée de déplacés.

Value	Frequency	Percentage
2020-04-12	2	100

Commentaire : Tous les IDPS rencontrés dans l'aire de santé d

Des sources contactées révèlent que les déplacés avaient commencé à arriver dans la zone à partir du 4 février 2021 et ce, après un périple voyage de trois jours excepté ceux de Matungu dont la distance à parcourir est de 4 heures seulement. Accueillis et hébergés dans les familles d'accueil, ils se sont faits enregistrés auprès des présidents des déplacés et signalés leurs présences auprès des autorités locales.

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Précisions que des incidents de protection ont été rapportés tant dans les zones de départ que d'arrivée notamment les viols avec violence, les extorsions, les agressions physiques, les tortures, coups et blessures volontaires, taxes illégales. Nous avons constaté que pendant les entretiens que nous avons eus avec nos interlocuteurs, dans l'ensemble ils s'abstenaient d'évoquer les cas de viol. Cependant selon une autre source discrète, cette réticence se justifie par les représailles dont ont été victimes certaines personnes qui avaient témoigné à charge contre le chef rebelle NTABU NTABERI CHEKA dans le dossier de viols massifs de femmes de cette zone, un acte qualifié de crime contre l'humanité. Victimes de menaces de mort pour certains, de tortures corporelles accompagnées de blessures pour les autres, ces personnes ont été condamnées au déplacement forcé vers des villes relativement sécurisées ou vers d'autres provinces pour se mettre à l'abri de la barbarie de monsieur CHEKA et ses acolytes.					
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	Il nous a été rapporté que la distance moyenne qui sépare la zone de provenance la plus éloignée et celle des agglomérations de Luvungi et ses environs serait de 100km. Il a fallu aux déplacés 3 jours de marche à pieds purs atteindre la zone d'accueil. Cependant une distance de 20 km en moyenne séparerait la zone la de provenance la plus proche à la zone d'arrivée, dont quatre heures de marche suffisaient pour la parcourir.					
Lieu d'hébergement	<ul style="list-style-type: none"> • Familles d'accueil • Maisons cédées gratuitement. 					
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Au stade actuel la plupart de déplacés sont disposés à regagner leurs villages si et seulement si l'Etat congolais venait d'y restaurait son autorité en neutralisant tous ces groupes armés qui ne cessent de déstabiliser cette zone. Tant que l'activisme de ces groupes armés y persistera, il leur sera difficile d'y retourner et qu'à la longue, les déplacements des populations ne seront qu'un cycle infernal, estiment-ils.					
Si épidémie/ cholera						
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)						
Zone de santé	Aire de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance	
Kibua	Luvungi	0	0	0	0	
Perspective de l'évolution de l'épidémie	Il ressort des échanges avec nos bénéficiaires que l'aire de santé de Luvungi est confronté au paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires aigües. Aucune épidémie n'y est signalée.					

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 6 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Paludisme,	Appuie en médicament	Aire de santé de Luvungi	MSF HOLLANDE.	Déplacés, retournés, résidents/autochtones
Infections respiratoires aiguës	En cours	Aire de santé de Lubonga	MSF Hollande	Déplacés, retournés, familles d'accueil.
Diarrhée	En cours	Aire de santé de Lubonga	MSF Hollande	Déplacés, retournés et résidents
Les infections sexuellement transmissibles	Aucune assistance	Aire de santé de Lubonga	Aucune	Déplacés, retournés et résidents.
Sources d'information		Les autorités sanitaires et leaders locaux		

2. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Nous avons fait recours à un type d'échantillon stratifié. Ce faisant, dans le cadre de la prévention contre le covid 19 deux focus groups composés chacun de vingt femmes et vingt hommes ont été organisés. Des enquêtes sur des informateurs clés ont également été mises en contribution afin de nous permettre d'avoir des informations plus crédibles sur la présence, les priorités et la capacité de résilience des déplacés faces aux défis vitaux auxquels ils font quotidiennement face.
Techniques de collecte utilisées	<ul style="list-style-type: none"> ○ Questionnaire auprès du focus groups sectoriels ○ Questionnaire auprès des informateurs clés ; ○ Entretien individuel ou interview ; ○ Observation directe ; ○ Revue documentaire ; ○ Point quotidien de compilation, analyse et interprétation des données récoltées par toute l'équipe. ; ○ Visite des IDPs dans les familles d'accueil. ,

Composition de l'équipe	Pour cette mission l'équipe était composée des personnes ci-dessous :		
	Nom et prénom	Organisation	N° téléphone/email
	NSASE Deogratias	ABCom	+243819292153 +243991509550 deo.nsase@abcom-rdc.org
	KAPUKU LILENGA Papy	ABCom	+243812831215 +243997796921 Papy.lilenga@abcom-rdc.org
	FAZILI BANYENE Morgan	ABCom	+24317824703
BISHIKA LUENDO Faustin	ABCom	+243819229094	

3.

Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
Protection Sécurité alimentaire (Vivres (farine de manioc ou de maïs, haricot, riz), intrants agricoles et élevage de petits bétails.	<ul style="list-style-type: none"> -Restaurer l'autorité de l'état sur l'ensemble des zones contrôlées par les groupes armés antagonistes dont l'activisme rend la zone instable ; -Prise en charge holistique des victimes des violences sexuelles ; -Protéger les enfants sortis des groupes armés ; -Traquer et anéantir tous les groupes armés opérant dans la zone ; -Capaciter les FARDC, la PNC et leurs alliés les miliciens de BWIRA sur le droit international humanitaire et le droit de l'homme ; - Distribuer les vivres par cash ou foires les vivres; - Soutenir l'agriculture à travers la distribution d'intrants agricoles notamment les semences vivrières précisément le maïs, le riz, le haricot et le soja ainsi que les outils aratoires; - Appuyer l'élevage des petits bétails dans la zone ; - Promouvoir les activités génératrices des revenus à travers le cash conditionnel notamment les métiers, (la coiffure, la boulangerie, la cordonnerie), la mécanique ainsi que le petit commerce. , 	Nouveaux déplacés, familles d'accueil autochtones plus vulnérables, FARDC, PNC, les survivantes des violences sexuelles, les groupes armés et les ESFGA. Déplacés, résidants et retournés.
ABRIS Besoins en moyens pour acheter les matériaux de construction.	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des abris temporaires pour les déplacés ; - Construire des abris transitionnels en matériaux locaux et latrines familiale pour désengorger les familles d'accueil, 	Déplacés, leurs familles d'accueil.

Articles ménagers essentiels (Support de couchage, casseroles, habits et bidons).	- Assistance d'urgence en AME par la modalité cash inconditionnel ou foire fermée.	Idps, autochtones/familles d'accueils
Santé-Nutrition (Accès aux soins de santé et aux intrants nutritionnels.	- Rendre disponibles les kits SR ; - Appuyer le centre de santé en médicament ; -Positionnement des acteurs de santé pour la prise en charge gratuite des IDPs et communautés hôtes ; -Construire et équiper le centre de santé de Lubonga et ses postes de santé ; - Appui nutritionnel en UNTI et UNTA - Renforcer la recherche des cas de malnutrition dans la communauté et les référer au CSR pour une prise en charge ;	Déplacés, retournés, résidents.
Education Manque de capacité des écoles pour accueillir les enfants déplacés, manque des matériels didactiques et le manque d'enseignants.	- Distribuer des Kits scolaires aux élèves déplacés ; - Recruter et renforcer les capacités des nouveaux et anciens enseignants ; - Construire des latrines en milieux scolaires ; - Subventionner l'école en frais scolaire ; - Doter les écoles en matériels didactiques ; - Disponibilités des points de lavage des mains en milieu scolaire.	Enfants déplacés, retournés et autochtones, enseignants

4. Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Risques : Il ne reste pas moins vrai qu'il existe un risque sérieux de l'instrumentalisation de l'aide précisément au cours du ciblage des bénéficiaires. Il faut à cela ajouter la mauvaise interprétation de l'aide humanitaire suite à la non prise en compte de tous les déplacés et familles d'accueil. Mesures de mitigation -Les humanitaires procéderont avec la communauté à la définition consensuelle des critères de vulnérabilité ; -Ils devront en outre procéder à une large sensibilisation des critères d'éligibilité, les principes humanitaires avec un accent particulier sur « le do no hum » couplée de la présentation du projet ainsi que du nombre des potentiels bénéficiaires.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Dans l'ensemble les communautés locales vivent en bon terme avec les déplacés. Cependant leur présence impacte négativement sur leurs vies exacerbant ainsi leur vulnérabilité. Mesures de mitigation Le ciblage devra être inclusif (Déplacés et familles d'accueil) en tenant compte des critères de vulnérabilité prédéfinis par les parties prenantes.

Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	RAS
--	-----

5. Accessibilité

5.1 Accessibilité physique

Type d'accès	La zone ayant fait l'objet de l'évaluation se trouve sur la route nationale 3. Elle est accessible à partir de Goma-Masisi-Nyabiondo-Kashebere-Kibua-Luvungi. Seuls les motos y accèdent péniblement, les véhicules lands cruisers 4X4 se limitant à Kashebere. Précisons que les tronçons Kibati-Miba-Mungazi-Kibua et Kibua-Luvungi regorgent des vastes et profonds borbiers qui rendent cet axe difficilement praticable.
---------------------	---

5.2 Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	Les FARDC, la PNC et les miliciens du NDC-R de Bwira contrôlent la zone. « La sécurité sur cet axe est totale dans la mesure où les populations circulent et voyagent des longues distances toute la nuit sans être inquiété par qui que ce soit », a-t-on appris de sources contactées
Communication téléphonique	Le centre de Luvungi et les villages environnants sont couverts par le réseau de communication Vodacom.
Stations de radio	- la radio locale de Mungazi situé au village Mungazi arrose la zone.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce	Non.
---	------

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Violences sexuelles	Sur l'ensemble de la zone évaluée et dans les zones occupées par les GA.	Groupes armés actifs dans la zone	07 cas.	Ces victimes ont été provisoirement prises en charge au centre de santé de Luvungi et référées au centre de référence de Mpofi. Il nous a été rapporté que les VVS sont nombreuses dans la zone mais elles vivent dans la clandestinité.
Extorsion/Exploitation	Sur l'ensemble de la zone visitée y compris les zones sous contrôle des GA.	Les groupes armés, FARDC et PNC	Plus de 30 cas	Différentes tracasseries, taxes illégales, travaux forcés, pillage des volailles et bétails,
Violences physiques	Sur toute l'étendue de la zone visitée y compris celles sous contrôle des GA.	Les Groupes armés, les FARDC et PNC	45	Toute personne vivant dans la zone est exposée aux violences physiques des GA ou des FARDC et même de la PNC. Signalons qu'au début du mois de février une jeune dame a été fusillée à la cuisse par un milicien et référée à Mpofi pour des soins appropriés.
Perte de propriété	Irameso, Irumba et Mpama.	Groupes armés et FARDC.	Plus de 123 ménages	Plus de 123 ménages ont été brutalement déguerpis de la carrière Mpama par les miliciens en perdant leurs avoirs. Il y a eu de ceux qui ont fui les affrontements d'Irameso et Irumba.

Commentaires : Il se dégage de ce graphique que dans la zone évaluée les incidents de protection les plus commis tels que présentés dans les formulaires de l'évaluation sont : Les violences physiques, taxes illégales, travaux forcés, suivis des vols/braquages, violation du droit à la liberté du mouvement et enfin les agressions sexuelles et l'extorsion des biens.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

La tension est au zénith entre les deux groupes armés opérant dans la zone. Elle a été exacerbée par la coalition des FARDC au NDC-R de BWira. Pour ne pas permettre à ces derniers d'exploiter les ressources minières, le NDC-R de Guidon s'attaque aux paisibles populations pour les décourager de s'installer dans les carrières minières. Des sources sur place renseignent que Guidon serait aussi à la recherche de coaliser avec d'autres groupes armés pour bien faire face aux assauts de son rival Bwira. Ce qui pourrait déstabiliser la zone davantage.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

Oui ;

Commentaires : Il ressort de ce graphique que les incidents de protection sont prioritairement rapportés aux animateurs des

	organisations de la société civile, les FARDC/PNC, aux autorités locales et le cas échéant aux leaders religieux, acteurs humanitaires et relais communautaires.
Impacte de l'insécurité sur l'accès aux services de base	<p>Suite à l'insécurité créée par les groupes armés dans les zones de provenance ne permet pas aux déplacés de retourner et accéder avec facilité aux services de base.</p> <p>Commentaires. Ce graphique renseigne que les populations affectées n'accèdent pas aux services de base.</p>
Présence des engins explosifs	Aucune.
Perception des humanitaires dans la zone	Les humanitaires sont aperçu d'un bon œil dans la communauté.

6.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Oui. Distribution des vivres, intrants agricoles et outils aratoires à Kashebre, Kibua et Luvungi..			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Sécurité alimentaire	ABCom	Zone de santé de Kibua	2415 comprenant les déplacés, retournés et familles d'accueil.	Cette assistance concerne les déplacés des vagues de 2020.

--	--	--	--	--

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise

Commentaire : Ce graphique renseigne qu'en ce qui concerne la situation de la sécurité alimentaire dans la zone des populations déplacée et familles d'accueil estiment que l'augmentation des prix, la perte des cultures et autres sont les causes de l'insécurité alimentaire.

Situation des vivres dans les marchés

Le manioc, mais, arachide, les bananiers et haricot sont les denrées alimentaires les plus cultivées dans la zone mais disponibles en très petite quantité sur les marchés locaux étant donné que la majeure partie des jeunes filles et garçons passent leurs vies dans les carrières minières. L'insuffisance de denrées sur les marchés face à la forte demande des creuseurs artisanaux entraîne la hausse des prix avec toutes ses conséquences alimentaires et sanitaires sur la population. Leurs prix varient d'un milieu à un autre et d'un marché à un autre. Exemple un verre de haricot coûte 500 Francs à Luvungi contre 400 à Kibua. Les produits les plus rares aux marchés sont la pomme de terre, le riz importé, les poissons salés, etc

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

Commentaires : Ce graphique renseigne que pour faire face à l'insécurité alimentaire dans laquelle ils vivent, les déplacés ont adopté comme stratégies : la réduction de la quantité des repas, la consommation des aliments moins couteux ou moins préférés et emprunter des aliments ou compter sur l'aide des amis, voisins ou parents/famille.

6.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Présentement non. Cependant il faut signaler qu'au mois de janvier 2021 le CICR a assisté 254 ménages à Luvungi de la vague de juillet 2020.

Impact de la crise sur l'abri

Le déplacement de populations suite aux affrontements et/ou rumeurs d'affrontements entre groupes armés a négativement impacté sur l'abri dans la mesure où les maisons laissées par les déplacés, majoritairement couvertes de pailles, risquent de suinter et par conséquent se dégrader. Du fait de ces déplacements, les familles d'accueil sont obligées de vivre dans une promiscuité innommable avec les déplacés en sorte qu'elles éprouvent d'énormes difficultés pour dormir, cuisiner, conserver de l'eau etc. Propriétaire d'une maison mesurant 7m/3,5, composée de 3 pièces, la population affectée avant la crise vivait à 8 personnes avant la crise et à 13 pendant la crise.

Commentaires : Il ressort du graphique ci-haut que les abris trouvés dans la zone sont des maisons empruntées gratuitement ou partagées avec les familles d'accueil. Les retournés quant à eux ont trouvé leurs propres maisons pendant que certains déplacés prennent des abris en location.

Type de logement	Exception faites aux maisons de passage en semi-durables érigées au centre de Luvungi par certains opérateurs économiques de la place, globalement habitat de la zone est composé des maisons avec murs en pisé avec des toitures en roseaux/pailles, ou en tôles.
Accès aux articles ménagers essentiels	Il se révèle des échanges avec nos interlocuteurs que la plus par des déplacés ne disposent plus des AME car abandonnés au cours de leur fuite dans leurs zones de provenance. C'est pourquoi ils sont contraints de partager les AME avec les familles d'accueil.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Quelque fois, certains ménages déplacés utilisent les AME des autres pendant que d'autres les prêtent aux nouveaux venus. Bien qu'animés d'une bonne volonté pour rendre disponibles leurs bidons, casseroles, bassins, assiettes au profit des déplacés, il se fait malheureusement que les familles d'accueil n'en disposent pas en quantité suffisante pour répondre aux multiples demandes de tous les déplacés en terme d'AME.
Situation des AME dans les marchés	Il faut signaler la disponibilité de certains AME dans le marché de Luvungi dont la quantité ne peut nullement répondre aux besoins des déplacés et familles hôtes, mais aussi qu'ils coutent chers. D'où pour toute intervention envisagée dans la zone en modalité foire, il faudra recourir aux marchés environnants tels que Kibua, Mpofi, Nyabiondo, Mutakato, Masisi etc.
Faisabilité de l'assistance ménage	Considérant l'environnement socio-sécuritaire actuel de la zone, une assistance humanitaire en AME est possible. Elle pourra se faire soit par modalité foire, cash ou distribution directe.
Réponses données : Pas des réponses depuis avril 2020.	

6.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non
Moyens de subsistance	La rareté des vivres dans les marchés locaux couplée à la hausse de leurs prix entraîne leur 'inaccessibilité et indisponibilité des vivres par les déplacés. Conséquence, les enfants de moins de cinq ans sont exposés à la malnutrition.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	<p>La précarité des conditions de vie des IPDs leur a poussé de développer certaines stratégies d'urgence pour accéder aux moyens de substance</p> <p>Commentaires : L'analyse de ce graphique renseigne que les déplacés pratiquent la mendicité et se privent des soins de santé comme stratégie de survie pour faire face à l'insécurité alimentaire suivies de la vente des biens productifs, le retrait de plusieurs enfants de l'école et enfin l'emprunt de l'argent et la vente des AME.</p>
Réponses données : Pas de réponse donnée dans ce secteur.	

6.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Le marché de Luvungi est fonctionnel chaque samedi, celui de Kibua le samedi alors que celui de Mpofi le dimanche. Dans ces différents marchés on n'y retrouve des AME notamment les vivres, les vêtements, les ustensiles de cuisine, les intrants agricoles, les sacs de couchage mais à un prix un peu élevé compte tenu des contraintes logistiques (transport). Précisons que le marché de Luvungi est interconnecté aux marchés de Kashebere et Masisi. Cependant vu l'état de dégradation très avancé de l'axe Kashebere-Kibua-Luvungi, l'approche cash serait plus envisagée en cas d'une réponse en AME. D'ailleurs c'est ce qu'a appliqué le CICR à Luvungi au profit de 254 bénéficiaires.
----------------------------	---

Existence d'un opérateur pour les transferts	Dans la zone il n'y existe que des points de transfert d'argent privés via M-pesa malheureusement d'une faible capacité, aucune institution de microfinance (IMF) n'est fonctionnelle dans la zone. Ce qui rend difficile une potentielle assistance en cash via le transfert électronique. D'où des accords de capacitation de la zone par l'opérateur Vodacom devront préalablement être envisagés.
---	---

6.6 WASH : Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Aucune.	
Risque épidémiologique	Bien qu'une épidémie ne soit pas rapportée à ce jour dans la zone, il ne reste pas moins vrai qu'elle est à l'abri de toute menace épidémiologique. Plusieurs facteurs concourent à un risque épidémiologique dans la zone notamment : la quasi-inexistence des latrines hygiéniques dans les familles, la promiscuité due à la croissance démographique dans la zone mais aussi l'absence des dispositifs de lavage des mains y compris l'absence de trous à ordures	
Accès à l'eau après la crise	Le village est desservi par une adduction tirée d'une source aménagée construite par l'ONG HYFRO depuis 2018. Elle dispose de six robinets dont trois seulement sont fonctionnels. Conséquence : des longues files d'attente sont observées pour pouvoir accéder à l'eau. Impatientes certaines femmes sont obligées de s'approvisionner en eau à la rivière TUKURU qui malheureusement est desservie par les eaux provenant des étangs piscicoles. Ce qui justifie la permanence de la diarrhée dans la zone.	
Type d'assainissement	Estimatif du % de ménages avec des latrines : Moins de 30%	Défécation à l'air libre : Oui
Village déclaré libre de défécation à l'air libre	Non	
Pratiques d'hygiène	On a constaté que la plupart des ménages ne disposent pas des dispositifs de lavage des mains à part le centre de santé visitée et les quelques dispositifs placés par ABCOM. Ce qui fait que les cinq moments de lavage des mains ne sont pas respectés dans la zone et ce, avec toutes les conséquences sanitaires qui s'en suivent. En dépit des sensibilisations faites sur les mesures barrières contre le corona virus, il sied de relever que la population doute sur l'existence de cette maladie. Ce qui fait que le port de masque n'est pas perceptible dans la zone.	
Réponses données : Aucune réponse donnée dans ce secteur.		

6.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	<p>Oui, l'infirmier titulaire du centre de santé de Luvungi nous a déclaré que seule sa structure sur l'ensemble de la zone de santé de Kibua est prise en charge par MSF Hollande pour les pathologies suivantes : Paludisme pour tous les malades, adultes et enfants confondus alors que la diarrhée et les infections respiratoires aiguës, uniquement pour les enfants de 6 à 59 mois. Les soins de santé restent ce faisant globalement payants.</p> <p>Des cas de malnutrition d'une moyenne de 7 cas par mois sont signalés et référés au centre de santé de référence de Mpofi en zone de santé de Walikale. Vu la croissance démographique suite à l'exploitation des carrés miniers, la zone enregistre plusieurs cas des infections sexuellement transmissibles dont la moyenne est d'une personne par jour et qu'aucun intrant en SR n'est disponible. Ce qui constitue un gap à couvrir par les acteurs intervenant dans le secteur.</p>
Risque épidémiologique	La promiscuité dans laquelle vivent les déplacés et communautés hôtes compte tenu de l'augmentation de la population les exposent aux épidémies. Cependant, la malnutrition est potentiellement un risque de morbidité infantile.
Impact de la crise sur les services	Certaines structures sanitaires de zone de provenance se sont vues fermées et leurs animateurs en déplacement.
Indicateurs santé (vulnérabilité de base) : Taux d'utilisation des services curatifs : 100%(données du mois février 2021)	

6.8 Education

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non.	
Impact de la crise sur l'éducation	Fermeture de quatre écoles dont EP Mundjuli, Irameso, Kingwe et Twama. Suite à ces déplacements certains enfants ont perdu leurs objets classiques. Des échanges avec nos interlocuteurs ressort que la plus part des enfants déplacés sont déscolarisés car leurs parents observent l'évolution de la situation sécuritaire qui pourrait dicter leur scolarisation en milieu de déplacement ou de retour selon le cas.	
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Entre 30 et 60 % sont déscolarisés	

Services d'Education dans la zone

Commentaire : Ce graphique démontre les besoins prioritaires en matière d'accès à l'éducation sont : le recrutement des enseignants, augmentation des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction des salles), et la distribution et la subvention des frais scolaires.

Capacité d'absorption

////////////////////////////////////

Réponses données : Aucune assistance pour les écoles depuis le début de la crise

Commentaires : Ce graphique démontre les besoins prioritaires en matière d'accès à l'éducation sont : le recrutement des enseignants, augmentation des écoles pour accueillir les enfants déplacés (double vacation, construction des salles), et la distribution et la subvention des frais scolaires.

Annexe

NUTRITION & SECAL

WASH

ABRIS / AME

Logistique/AXE KASHEBERE- LUVUNGI